N° 2551 — 7e Année | CINQ CENTIMES | Lundi 21 Janvier 1895

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
ROUBAIX, 26 bis, rue des Lettres, 26 bis
(Place Notre-Dame)
TOURCOING, rue VERTE, 38

PRIX DES ABONNEMENTS
ROUBAIX-TOURCOING
Trois mois, 4 fr. 50 — Un an, 18 fr.
Nord et départements limitrophes
Trois mois, 6 francs — Un an, 24 francs

L'Abonnement continue sauf avis contraire.

L'AVENIR DE ROUBAIX-TOURCOING

Journal Républicain Quotidien

PRIX DES ANNONCES
ANNONCES . . . . 0 fr. 25 la ligne
RÉCLAMES . . . . 0 fr. 50 —
FAITS DIVERS . . . 0 fr. 75 —
LOCALES . . . . . 1 fr. 00 —

Les annonces seront reçues aux bureaux du journal, à Paris, à l'Agence Havas, place de la Bourse, 10

Téléphone

La situation politique

Les lignes qui suivent sont inspirées par le désir de dégager, sans passion et sans parti-pris, le sens vrai et la portée des événements qui se sont précipités dans ces derniers jours.

Il y a huit mois, l'homme qui représentait la République avec une droiture et une conscience du devoir qui lui avaient valu l'estime et la sympathie universelles, Carnot, mourait, frappé par le poignard d'un misérable, noble victime de cette monstrueuse folie qui prétendait condamner la Société : l'Anarchie.

Affolée par la répétition des attentats dus à cette secte hors-nature, inquiétée par l'audace chaque jour croissante de la propagande socialiste, une grosse majorité se formait au premier tour pour acclamer comme président de la République le citoyen qui, président de la Chambre, jouissait de l'estime générale, l'ancien chef de gouvernement qui avait donné des preuves d'énergie, et de fermeté de nature à rassurer le pays.

Ses intentions étaient bonnes, loyales : nous n'avons pas le droit d'en douter ; mais, soit que sa nomination eût été le résultat d'une équivoque, soit que son caractère ne fût pas de taille à subir sans s'effondrer, le choc des événements, ses actes furent autant de déceptions, autant de chutes.

Avant de céder aux sollicitations pressantes de ses amis, Casimir-Périer avait obtenu du meilleur d'entre eux, de Burdeau, l'engagement de former son premier ministère.

Aussi avait-il accepté avec hauteur la démission qui conformément à la Constitution, le chef du gouvernement d'alors était venu lui remettre ; il s'était bien gardé, nous disait-on, de recourir à ces formules banales de regrets de convention qui rendent plus supportables certaines entrevues obligatoires, mais pénibles. Il ne pouvait pardonner à son concurrent d'avoir pu compter sur son concours pour qu'il était même, contre lui dans la presse, à l'affût des fonds secrets. La séparation était brutale autant que la lutte entre les deux candidats pour la présidence de la République avait été poudre, d'un côté du moins.

Mais l'engagement pris par M. Burdeau n'avait été qu'une feinte, qu'un moyen de forcer la main à son ami ; et quand, le jour suivant, Burdeau fut mis en demeure de former un gouvernement, il argua de son état de santé qui manifestement ne lui permettait pas de prendre le pouvoir, pour se dérober, une consultation signée par les médecins les plus autorisés le lui interdisait formellement.

Qu'avait à faire le président Périer ? Il était évident pour tous qu'il devait appeler un homme politique républicain auquel il aurait offert la mission que Burdeau ne pouvait accepter ; c'était l'avis unanime. Nous avons compté sans la rouerie des Reinach et autres grands manitous des coulisses gouvernementales, qui, entrevoyant là un de la majorité de coalition formée avec les ralliés et les réactionnaires et ne voulant pas que Casimir Périer affirmât par son premier acte son loyalisme républicain, sa volonté de marcher et de gouverner avec les républicains, le circonvinrent et obtinrent de lui qu'il sollicitât à nouveau le concours de M. Dupuy et de ses collègues. Il est inutile de rappeler que M. Dupuy accepta de jouer une fois encore le rôle de l'homme indispensable, malgré l'antipathie et la répugnance que les deux présidents avaient l'un pour l'autre. Ainsi fut par une abdication morale bien édifiante, le premier acte de la présidence de M. Casimir-Périer.

Passons au dernier. La Chambre, en désignant deux fois de suite, en l'espace de quelques semaines, pour son président, le vieux républicain dont les convictions ne sont jamais faites ébranler par l'appât du pouvoir, avait montré qu'elle était restée, qu'elle en avait assez de l'équivoque dont elle était la dupe depuis le commencement de la législature. Aussi l'existence du cabinet Dupuy était-elle des plus précaires et sa chute en avait-elle pas de prétexte.

Il n'y était qu'un cri dans le Parlement, et les réformes, aux mêmes étaient obligés de se rendre à l'évidence — c'est que le moment était venu de former un cabinet d'concentration républicaine. Un nom était sur toutes les bouches : on attendait du président Casimir Périer qu'il confiât à M. Léon Bourgeois la mission de former le nouveau cabinet. On l'attendait de sa droiture et de sa loyauté tant vantées, de l'intelligence de la situation qu'on lui prêtait.

M. Casimir Périer n'préféra pous faire savoir qu'il savait pas l'élévation de caractère qui doit faire de président de la magistrature suprême, le politique impartial de tous les partis, qu'il n'avait que l'étoffe d'un chef de coterie et que du moment où il ne pouvait pas faire servir ses hautes fonctions à la satisfaction des parasites et des appétits de cette coterie, il demandait à disparaître.

Je n'ai pas le courage de m'appesantir sur le caractère de vanité orgueilleuse, sur la conception césarienne, sur la tournure inquiète et maladive du message qui a été le *dernier acte de cette présidence* impopulaire. Casimir Périer est fini : Clubions-le !

En moins de deux jours, par le jeu normal de nos institutions, l'Assemblée nationale appelée à le remplacer.

Un candidat s'impose à son choix par l'ancienneté de ses services, par l'abnégation et la droiture de sa vie, par la sincérité de ses convictions, par sa passion des réformes, par son attachement au régime parlementaire, c'est le président de la Chambre des députés, M. Brisson. Va-t-on enfin acclamer ce champion de la vraie République ?

C'est l'espoir de tous ceux qui aspirent au progrès, à la fraternité républicaine, à la justice sociale, à l'établissement du régime vraiment démocratique. Que ne peut-il montrer son bulletin ouvert à ceux qui hésitent, le vénéré doyen d'âge de notre Assemblée qui, le 8 janvier, émerveillait nos esprits et faisait vibrer nos cœurs.

Mais non, il est écrit qu'une fois de plus la ruse et les machinations de couloirs l'emporteront sur la saine raison, sur la spontanéité généreuse de nos sentiments républicains. Il est écrit que la victoire restera à la coalition hybride, impuissante pour le bien, toute puissante pour le mal, qui groupe autour des républicains satisfaits, dont l'horizon politique se borne à la conservation de leurs intérêts immédiats, pour qui l'ombre de toute réforme est une cause d'inquiétude, qui groupe, dis-je, les ennemis déclarés de nos institutions républicaines, les partisans du despotisme et de la réaction ! Il est écrit que le représentant de la République française ne sera pas l'écho de la majorité des républicains !

Le jour même de l'élection, les journaux publient la lettre du duc d'Orléans, transmise à ses fidèles présents ou à venir, par l'intermédiaire de M. Buffet, le ministre impopulaire du 16 mai et le mot d'ordre était de voter pour celui des candidats qui offrirait le plus de garanties conservatrices.

Au moment de la proclamation du scrutin, dans la salle même du vote, j'entendais prononcer publiquement par les personnages les plus autorisés de la réaction ces paroles qui sont dures pour eux qui nous ont faussé compagnie ; « cette élection est notre œuvre ; nous pouvons nous en vanter ». N'est-ce pas que ces réflexions sont significatives !

Allons-nous donc encore et toujours nous trouver dans ce même cercle vicieux où l'on voit d'un côté, le gouvernement et la majorité vivant un jour le jour, sans programme, indifférents aux réformes, forgeant des lois de réaction dont les violences de l'opposition socialiste sont le prétexte ou l'excuse et de l'autre côté, l'opposition socialiste redoublant d'efforts et de violences, et les justifiant par l'impuissance de la majorité, par son dédain des revendications populaires ?

Où tout cela nous mène-t-il ? Les hommes au sens droit et au cœur généreux continueront-ils à ne pas comprendre, à ne pas sentir les nécessités de la situation !

Tout au moins, je puis dire bien haut, avec une légitime fierté que les représentants républicains du Nord ont fait leur devoir. Ils ont compris que Brisson par son honnêteté, son caractère, par l'énergique volonté qu'il met au service de ses convictions qui sont les nôtres, était le candidat désigné pour la présidence de la République. Il nous semblait que sa nomination eût produit l'effet bienfaisant de l'huile qu'on projette pour apaiser les vagues tumultueuses d'une mer démontée. Un vent d'apaisement et de confiance soufflait de toutes parts. Les plus *exalté socialistes eux-mêmes* semblaient une trêve et les esprits clairvoyants avaient compris qu'on y tournait.

Tant en restant à l'avant-garde du parti républicain, sans renoncer à leurs idées et à leurs utopies, les socialistes étaient décidés à abandonner l'opposition violente qu'ils avaient faite à la candidature personnelle pour eux par Casimir-Périer ; un peu de répit allait nous être accordé et nous avions perdre de travailler aux réformes dont les bienfaisant allaient. Nous avions la perspective d'une ère nouvelle où, aux invectives, aux déclamations violentes auraient succédé les discussions courtoises que comporte le régime parlementaire.

Brisson élu, c'était, dès le lendemain, Léon Bourgeois appelé à l'Elysée, chargé de former ministère de concentration qui répond au besoin de l'heure présente, c'était la fin de l'équivoque qui met la République à la merci des intrigues réactionnaires, qui fait d'elle la dupe de toutes les fausses conversions qui seraient prémeurtre retour du gouvernement des curés, peut-être même la restauration de la monarchie ou de la dictature.

Il en a été décidé autrement. Nous nous inclinons avec la conscience du devoir accompli.

Notre République a un nouveau Président : notre conscience républicaine nous commande de le respecter et les sympathies qu'il nous inspirait comme collègue *nous rendent ce devoir bien facile.*

Puisse-t-il ne pas se croire l'obligé des *réactionnaires*, et déjouer leurs calculs et leurs espérances ! Puisse-t-il comprendre que le salut de la République et la paix intérieure de notre pays seraient compromis et les espoirs du parti républicain pouvaient de complicité avec nos adversaires, barrer la voie aux progrès et aux réformes que réclame le peuple ? Puisse-t-il être un arbitre *perspicace* et impartial, et non le prisonnier d'une coterie !

Son premier acte va nous montrer ce qu'il vaut !

Gustave DRON
Député du Nord.

Paris, le 18 janvier 1895

N. D. L. R. — A l'heure où M. Dron écrivait l'article qu'on vient de lire, il ignorait encore la résolution prise vendredi par M. le Président de la République, de confier à M. Bourgeois la mission de former le nouveau cabinet.

Dès son entrée en fonctions, M. Félix Faure a tenu à dissiper les craintes que son élection avait pu faire naître parmi *les républicains.*

Qu'il persévère dans cette attitude franchement républicaine et démocratique, et les sympathies de ses amis ne lui feront pas défaut.

LA CONCENTRATION S'IMPOSE

Combien nous sommes loin du temps — c'était hier cependant — où l'on ne pouvait prononcer le mot de « concentration » sans soulever partout des clameurs de haro !

Voici que le *Temps* lui-même, qui avait été jusqu'ici l'un des adversaires les plus résolus de cette coalition concentration, semble dire *Le Déplacé*, en reconnaît la nécessité et s'y rallie.

« **Dans l'état actuel des partis à la Chambre**, écrit-il dans son dernier numéro, **on ne conçoit plus guère d'autre majorité possible qu'une majorité de concentration, et à cet égard, il est certain que M. Bourgeois apparaît, plus qu'aucun autre, comme l'homme de la situation.** »

Nous pourrions à très juste titre citer à la perfidie et dire que cette insinuation est surtout révolutionnaire et rappelé seulement d'idées qu'elle s'efforce d'établir entre un Italien quelconque et M. Brisson.

Nous préférons hausser les épaules, seule mimique qui convienne en présence de pareilles sottises.

Le but évident du *Nouvelliste* — et ce but est depuis longtemps d'ailleurs celui de la presse catholique toute entière — serait de faire supposer que la franc-maçonnerie est une sorte de secte internationale, faisant fi de l'idée de patrie et se conrbant, dès lorsque sous la férule d'un pape prétendûment qui, du haut de son omnipotence, dicte ses ordres à tous les franc-maçons de la terre.

Il est peut que le *Nouvelliste* soit de bonne foi quand il s'efforce de faire croire à ces fantaisies, mais cela prouve simplement qu'il ignore de la façon la plus complète ce qu'est en réalité la franc-maçonnerie.

Notre confrère pourtant nous permettra de lui dire que si la franc-maçonnerie était ce qu'il est en même ce qu'il semble penser, il y a longtemps que cette association n'existerait plus, car pas un honnête homme en France n'en pourrait faire partie.

Non seulement son histoire du PAPE Lemmi est une calomnie, mais encore si un franc-maçon quelconque osait dire publiquement qu'il a la haine de la France, il n'y a pas un de ses camarades qui renoncerait au plaisir de le chasser avec tous les égards dûs aux bêtes bavueuses et profondément malpuissantes.

Le parti catholique cherche à créer une légende de honte autour de la maçonnerie.

On en fait un épouvantail et nous connaissons même de pauvres esprits qui disent avec une candeur plus convaincue que convaincante :

« Toutes les réunions maçonniques sont présidées par le diable. Ce dernier prend pour ces séances la forme d'un homme et s'incarne dans une personnalité connue pour diriger les débats. »

Un brave homme des environs de Valenciennes disait dernièrement pour quelques centimes de plus que les autres de la maçonnerie un évêque s'était fauffilé dans les rangs des maçons et avait jeté un crucifix au milieu de la salle.

Au même instant, le président s'était évanoui et une odeur de souffre avait pénétré dans la salle et s'était répandue dans l'atmosphère !

Et notre Kombaz ajoutait :

« Par conséquent, Monsieur, vous voyez bien que Satan est là ! »

Il y a des ménages de cloîtres de bon qui tournent sont sous la plus dégé de ces blagues renouvelées des absurdes contes fantastiques des temps anciens.

Actuellement, la maçonnerie est surtout une société philanthropique aux idées libérales et toutes les philosophies ont leur place.

Il y a des maçons qui sont des athées.

Il y en a qui ne le sont pas.

Chacun pense ce qu'il veut. Toutes les religions y sont représentées et pas une ne hante le voisine.

On y est libéral, sensitiste, charitable et chacun y apporte le respect de la liberté de conscience de son camarade.

Dès lors, pour un franc-maçon avec cette haute idée qu'il se fait de la maçonnerie comme une société fondée par l'Humanité et sur le mépris de la patrie.

Mais *Nouvelliste* que vous êtes, faut-il donc vous répéter que la très grande majorité des hommes en vue de notre pays sont franc-maçons.

Ils le sont sans avoir à quitter une seule de leurs croyances, sans parcelle de leur respect pour ce qu'ils respectaient la veille.

Vous vous trompez et vous trompez les autres quand vous dites le contraire.

La maçonnerie n'a pas de pape ; elle n'est une religion.

Et si votre Lemmi, franc-maçon italien a écrit ce que vous dites, il relève de toutes les bottes des franc-maçons de France.

Voilà aussi qui est entendu. Et puis tenez, voulez-vous une petite révélation bien simple, *mais qui vous paraîtra peut-être surprenante.*

Vous savez déjà que Carnot, que Gambetta, que Faidherbe et tant d'autres braves gens étaient franc-maçons.

Vous avez crié contre Brisson parce qu'il était de cette association.

Eh bien, confrère, le nouveau Président de la République, M. Félix Faure, en est aussi. Il appartient depuis fort longtemps à la loge du Havre et pas un de ceux qui l'approchent ne l'ignore.

Est-ce que cela l'empêchera d'être un honnête homme ?

Est-ce que cela a jamais empêché Carnot de respecter la liberté de conscience des Français ?

Vous savez bien le contraire, par conséquent vous ne vous êtes jamais fait l'écho d'autre chose que d'une calomnie lorsque vous avez imaginé à l'adresse de la franc-maçonnerie des choses d'autant plus risibles que vous voulies les faire paraître plus horribles.

Enfin, pour terminer, vous feriez sagement de prier votre correspondant parisien d'être un peu moins blagueur.

Ce serait, ma parole, à croire qu'il est lui-même franc-maçon et qu'il cherche à se moquer de vous et de vos ouiteurs.

R. LAGRILLIÈRE-BEAUCLERC.

NOS DÉPÊCHES

Service spécial télégraphique et téléphonique de l'Avenir de Roubaix-Tourcoing

LE NOUVEAU PRÉSIDENT

La journée de samedi

Paris, 19 janvier. — M. Félix Faure, accompagné de deux officiers d'ordonnance, a quitté ce matin, à neuf heures, l'hôtel du ministère de la marine, pour se rendre à l'Elysée.

Il y a été reçu avec le même cérémonial qu'hier et a pris connaissance des nombreux télégrammes de félicitations et des adresses qui continuent à arriver de tout-s parts. Cela fait, il a engagé le ministère.

On pense que le nouveau président s'installera un plus tôt mardi au palais de l'Elysée. M. Casimir-Périer, en effet, contrairement à ce que son entourage annonçait hier matin, serait décidé à ne quitter le faubourg Saint-Honoré pour la rue Nitot que lundi dans la matinée.

Ajoutons-en parlant de l'ancien président, que sa porte aujourd'hui comme hier, est rigoureusement close. Il ne reçoit personne autre que les personnes de sa famille immédiate.

LA CRISE ministérielle

LA MATINÉE

Paris, 19 janvier. — La crise continue, suivant le cliché connu. La parole est à M. Léon Bourgeois, dont la décision est attendue non sans impatience.

Les démarches de M. Bourgeois

Le député de la Marne a vu ce matin les présidents des groupes républicains de la Chambre.

Il s'est rendu, en outre, vers midi au ministère des finances, où il a eu une entrevue avec M. Rouvier, auquel il demandé et à ces échéant il consentirait à conserver son portefeuille. Nous croyons savoir que M. Rouvier n'est nullement disposé à rester à son poste ; il prévoit, en effet, que la Chambre n'acceptera pas ses propositions dans la réforme des boissons et que partant il est inutile de renouveler un fait qui serait sûrement dénoncé à brève échéance.

M. Doumer a de son côté été consulté par M. Bourgeois qui consacre son après-midi à ses entrevues avec les hommes politiques, et c'est ce soir seulement qu'il se rendra à l'Elysée pour déclarer au président de la République s'il accepte la mission de former le cabinet et sur quel Parlait il entend le constituer.

Jusqu'à ce moment, les prédisons auxquelles on se livrera seront forcément un peu fantaisistes, attendu que M. Bourgeois étudie la situation, consulte ses amis, mais qu'il ne se lira encore à aucune attribution de portefeuille.

L'APRÈS-MIDI

Réunion des Groupes parlementaires

La Gauche progressiste

L'après-midi est assez calme au Palais-Bourbon. Un certain nombre de groupes se sont réunis, notamment la gauche progressiste, qui a eu entre que la gauche radicale des républicains législatives, et qui présidé M. Jaillon, il a examiné longuement la situation. Voici un résumé de la délibération.

M. Jaillon veut un cabinet Bourgeois. Les ministres précédents n'ont abandi à rien. Il faut faire une manifestation en faveur d'un cabinet Bourgeois.

M. Bourgeois (Jura) demande à être inscrit au groupe, dans un but d'union de tous les républicains.

M. Guieysse. — Il faut engager M. Bourgeois à accepter la mission de former un cabinet.

M. Turrel. — La politique de l'Union des Républicains s'impose. Ceux la seule possible, la seule féconde, M. Bourgeois seul peut la faire. Tous les républicains sont aux devant le soutenir et l'inviter à accepter le pouvoir.

M. Ricard (Seine-et-Inférieure), MM. Dupuy Dutemps et Lockroy parlent dans le même sens.

Finalement le groupe décide de charger son bureau de se rendre auprès de M. Léon Bourgeois pour l'inviter à accepter l'offre du président de la République et à former un cabinet de concentration et de réformes républicaines.

Le groupe des réformes démocratiques

L'association pour les réformes démocratiques (groupe Bazille) a décidé d'envoyer un délégation auprès de M. Léon Bourgeois pour le prier d'adopter pour son futur cabinet le programme de l'association et notamment les trois articles suivants : Impôt sur l'impôt progressif et proportionnel sur le revenu, et les caisses de retraites.

Enfin l'association insistera pour être représentée dans le ministère Bourgeois. Et comme M. Bazille est le protagon sie de ce groupe, il se croit tout indiqué pour cette tâche.

Le groupe radical socialiste

L'ancienne extrême gauche, qui s'appelle maintenant « groupe radical socialiste » est tout aussi favorable au cabinet Bourgeois que la gauche radicale ; mais un certain nombre de membres ont essayé de poser des conditions à sa formation.

Le groupe s'est en effet réuni sous la présidence de M. Goblot. Immédiatement, M. Mr[illegible] a nommé une certaine nombre de [illegible] a proposé de rédiger un programme [illegible] qui serait soumis à l'adhésion de M. Léon Bourgeois, acceptation dont on ferait la condition *sine qua non* de l'adhésion de ce groupe au prochain cabinet. Programme minimum est le suivant : Amnistie, *impôt sur le revenu, épuration du personnel* administratif et liquidation des scandales du moment.

La discussion sur cette proposition a été très vive et nous croyons savoir que le groupe s'est divisé. Très perplexe, M. Goblot s'est rendu en délégation vers M. Léon Brisson, à la présidence de la Chambre où il a rencontré M. Bourgeois.

A son retour, l'extrême-gauche a décidé le programme proposé par M. Merlou, et, du fait la procès verbal de la réunion, de ne pas limiter l'action de M. Bourgeois et de lui laisser toute liberté pour former son cabinet. Ce n'est que lorsque ce cabinet sera formé, lorsque les membres et le programme en seront connus, qu'il pourra être approuvé et discuté.

M. Goblot, auraient cette attitude favorable au cabinet de concentration qui s'élabore à l'heure actuelle, doit être attribuée, ne l'a obtenue qu'assez difficilement de certaine collègues récalcitrants, qui considèrent la politique du tout ou rien. Il a été dans l'occurrence, l'intermédiaire, auprès de l'Extrême-gauche, de MM. Bourgeois et Brisson.

Le vote de l'Extrême gauche était attendu avec curiosité dans les couloirs, car on ne se dissimulait pas que le vote de la motion impérative de M. Marion eût été le retrait de la combinaison Bourgeois. L'extrême gauche entre en effet comme un facteur sérieux dans la majorité sur laquelle est en droit de compter le député de la Marne, et la condition restrictive qu'elle eût imposée eût été difficilement acceptable.

L'élaboration du programme ministériel

On considère le cabinet Bourgeois comme fait virtuellement à l'heure actuelle et il est dans la logique des choses. Tout porte à croire que le futur président du conseil conservera plusieurs membres du cabinet Dupuy, notamment MM. Haussoux, Leygues et Poincaré, s'il y consent. Le général Mercier, lui-même, qui est *personnel grata* auprès des radicaux, gardera son portefeuille. Le ministère serait complété de la façon suivante : M. Doumer (Travaux ou Commerce), M. Godefroy Cavaignac (Guerre), M. Lockroy (marine), et peut-être M. Trouillot. Sous réserve des répétons, ces prévisions n'ont rien de bien sérieux.

D'ailleurs, M. Léon Bourgeois aurait déclaré ce matin à un député : « La grosse difficulté n'est pas dans l'attribution des portefeuilles, elle dans l'élaboration d'un programme. »

C'est notre avis. Des ministres, il en trouvera très-fois plus qu'il ne lui en faut ; mais un programme susceptible de grouper une majorité compacte et vraiment ministérielle et de lui vers un cabinet, voilà le vrai difficulté.

IMPRESSION GÉNÉRALE

Un de nos correspondants nous télégraphie de Paris :

D'après l'impression des amis du député de la Marne, celui-ci est tout disposé à prêter son concours au Président de la République. Il paraîtrait, comme le bruit en a couru, que M. Floquet, le doyen d'âge de la Chambre, déclinerait toute proposition ministérielle et se contenterait dans un rôle d'opposition. Cette opinion est loin d'avoir prévalu, et la majorité des groupes progressistes et radicaux de la Chambre ne pense au contraire que M. Bourgeois a le devoir et le droit d'accepter le ministère de la guerre au cabinet, à la condition bien entendu de n'avoir pas les mains liées.

Si nous sommes bien informés, le Président de la République n'a imposé aucune contrainte à M. Bourgeois, et lui aurait laissé carte blanche dans la mission qui lui a confiée.

Le bruit avait même cours dès hier soir que M. Bourgeois se voyait forcé de décliner son mandat, parce qu'il était en désaccord avec M. Félix Faure sur la question financière. Rien ne permet de croire que cette rumeur ait pu prendre crédit, lorsque les événement l'a prouvé.

C'est très Bourgeois que M. Bourgeois ne se sera pas engagé à M. Faure après le conseil des amis, examiné la situation politique et aussi après s'être assuré certains concours.

Depuis ces conseils, celui auquel M. Bourgeois attache la plus haute prix paraît lui faire défaut.

D'abord, à cause de la difficulté de pouvoir à un portefeuille aussi important que celui des affaires étrangères et aussi en lui

LE CARNET D'UN CITADIN

Lendemain d'élection

Il nous est parfois arrivé de dire, au cours de nos polémiques contre le parti clé-ical, que ce parti faisait preuve en toute circonstance, d'une étroitesse d'esprit stupéfiante.

Nous affirmions, et nous affirmons encore que les militants de l'armée catholique évoluent dans un cercle d'idées des plus restreintes et qu'en dehors de la circonférence établissant la limite de démarcation de leur terrain, ils n'y voyaient plus clair.

Le *Nouvelliste* d'hier nous offre un nouvel exemple de cette vérité et, en l'occurrence, qualifier simplement d'aveugle son correspondant parisien, est de notre part, une preuve de nos sentiments courtois et de notre générosité d'appréciation.

Voici de quelle façon l'aimable rédacteur parisien de ce journal catholique présentait vers peu avant l'heure de l'ouverture du Congrès, la candidature de l'honorable M. Henri Brisson :

« M. Brisson est d'ailleurs, avec M. Floquet, le F.·. ancien vénérable de la loyale loge maçonnique Adrien Lemmi, le chef suprême de la Maçonnerie, qui, comme pape de la maçonnerie.

« La loyale *Adrien Lemmi*, chef suprême des franc-maçons, est sûrement le chef, elle porte en sous-titre cette aimable parole de Lemmi : « Je jouerai le Turc, je vendrai aux Prussiens les dames aux cœur : Dieu et la France. »

Voilà qui est entendu.

Nous pourrions à très juste titre citer à la perfidie et dire que cette insinuation est surtout révolutionnaire et rappelé seulement d'idées qu'elle s'efforce d'établir entre un Italien quelconque et M. Brisson.

Nous préférons hausser les épaules, seule mimique qui convienne en présence de pareilles sottises.

Le but évident du *Nouvelliste* — et ce but est depuis longtemps d'ailleurs celui de la presse catholique toute entière — serait de faire supposer que la franc-maçonnerie est une sorte de secte internationale, faisant fi de l'idée de patrie et se courbant, dès lorsque sous la férule d'un pape prétendûment qui, du haut de son omnipotence, dicte ses ordres à tous les franc-maçons de la terre.

Il est peut que le *Nouvelliste* soit de bonne foi quand il s'efforce de faire croire à ces fantaisies, mais cela prouve simplement qu'il ignore de la façon la plus complète ce qu'est en réalité la franc-maçonnerie.

Notre confrère pourtant nous permettra de lui dire que si la franc-maçonnerie était ce qu'il est en même ce qu'il semble penser, il y a longtemps que cette association n'existerait plus, car pas un honnête homme en France n'en pourrait faire partie.

Non seulement son histoire du PAPE Lemmi est une calomnie, mais encore si un franc-maçon quelconque osait dire publiquement qu'il a la haine de la France, il n'y a pas un de ses camarades qui renoncerait au plaisir de le chasser avec tous les égards dûs aux bêtes bavueuses et profondément malpuissantes.

Le parti catholique cherche à créer une légende de honte autour de la maçonnerie.

On en fait un épouvantail et nous connaissons même de pauvres esprits qui disent avec une candeur plus convaincue que convaincante :

« Toutes les réunions maçonniques sont présidées par le diable. Ce dernier prend pour ces séances la forme d'un homme et s'incarne dans une personnalité connue pour diriger les débats. »

Un brave homme des environs de Valenciennes disait dernièrement pour quelques centimes de plus que les autres de la maçonnerie un évêque s'était fauffilé dans les rangs des maçons et avait jeté un crucifix au milieu de la salle.

Au même instant, le président s'était évanoui et une odeur de souffre avait pénétré dans la salle et s'était répandue dans l'atmosphère !

Et notre Kombaz ajoutait :

« Par conséquent, Monsieur, vous voyez bien que Satan est là ! »

Il y a des ménages de cloîtres de bon qui tournent sont sous la plus dégé de ces blagues renouvelées des absurdes contes fantastiques des temps anciens.

Actuellement, la maçonnerie est surtout une société philanthropique aux idées libérales et toutes les philosophies ont leur place.

Il y a des maçons qui sont des athées.

Il y en a qui ne le sont pas.

Chacun pense ce qu'il veut. Toutes les religions y sont représentées et pas une ne hante le voisine.

On y est libéral, sensitiste, charitable et chacun y apporte le respect de la liberté de conscience de son camarade.

Dès lors, pour un franc-maçon avec cette haute idée qu'il se fait de la maçonnerie comme une société fondée par l'Humanité et sur le mépris de la patrie.

Mais *Nouvelliste* que vous êtes, faut-il donc vous répéter que la très grande majorité des hommes en vue de notre pays sont franc-maçons.

Ils le sont sans avoir à quitter une seule de leurs croyances, une parcelle de leur respect pour ce qu'ils respectaient la veille.

Vous vous trompez et vous trompez les autres quand vous dites le contraire.

La maçonnerie n'a pas de pape ; elle n'est une religion.

Et si votre Lemmi, franc-maçon italien a écrit ce que vous dites, il relève de toutes les bottes des franc-maçons de France.

Voilà aussi qui est entendu. Et puis tenez, voulez-vous une petite révélation bien simple, *mais qui vous paraîtra peut-être surprenante.*

Vous savez déjà que Carnot, que Gambetta, que Faidherbe et tant d'autres braves gens étaient franc-maçons.

Vous avez crié contre Brisson parce qu'il était de cette association.

Eh bien, confrère, le nouveau Président de la République, M. Félix Faure, en est aussi. Il appartient depuis fort longtemps à la loge du Havre et pas un de ceux qui l'approchent ne l'ignore.

Est-ce que cela l'empêchera d'être un honnête homme ?

Est-ce que cela a jamais empêché Carnot de respecter la liberté de conscience des Français ?

Vous savez bien le contraire, par conséquent vous ne vous êtes jamais fait l'écho d'autre chose que d'une calomnie lorsque vous avez imaginé à l'adresse de la franc-maçonnerie des choses d'autant plus risibles que vous voulies les faire paraître plus horribles.

Enfin, pour terminer, vous feriez sagement de prier votre correspondant parisien d'être un peu moins blagueur.

Ce serait, ma parole, à croire qu'il est lui-même franc-maçon et qu'il cherche à se moquer de vous et de vos ouiteurs.

R. LAGRILLIÈRE-BEAUCLERC.

LA TYRANNIE SOCIALISTE

LES DÉMISSIONS de MM. Defontaine et Basly

Placé entre le groupe socialiste et ses amis Defontaine et Basly, le *Réveil du Nord* balbutie une explication embarrassée et confuse. « Il n'y a qu'un simple malentendu, hasarde-t-il, qu'un peu de bonne volonté suffira à faire disparaître.

Nous verrons bien.

En tous cas, l'exemple de MM. Defontaine et Basly est déjà suivi par d'autres *députés socialistes*. M. Antide Boyer, député des Bouches-du-Rhône, vient de se retirer à son tour du groupe socialiste, et voici en quels termes il a motivé sa décision dans un entretien qu'il a eu avec un de nos confrères de Paris :

« Il y a trois jours, à mon arrivée au groupe socialiste, je fis remarquer à mes collègues les inconvénients que présentait leur façon de s'opposer, sans les prévenir, de la signature des membres du groupe.

« Le chef, à l'appui de ma observation, tel que de M. Mirman et Chassaing. L'un des députés présente ne répondit assez brutalement qu'il avaient décidé qu'il en serait ainsi en vers et contre tout. Pour, d'autant plus que je suis l'adversaire acharné des campagnes de grossièretés et d'injures, je leur offus ma démission.

« Je sortis le premier à descendre dans la rue pour défendre mes idées, s'il le fallait, mais je réprouve absolument toutes ces violences de langage qui ne signifient rien. J'ai combattu avant cet et bien avant pour le socialisme, je n'ai point besoin de cela, et je resterai fidèle sur la brèche après sou.

« Prof. lorsqu'il fut élu, j'ai fait un discours. M. Mirman tenait détourné l'attention, en rappelant qu'il a dit des choses plus graves du chef de l'indication de ses.

« Je crois, en effet, à la question de rien et je n'ai aucun lucre des manifestes émanant du groupe. Seul, le secrétaire a donné, et sans consulter mes collègues, prêt acte de ma démission.

« Un trait que les violences violences qui forment le fond des manifestes socialistes provoquent l'indignation de certains de parmi socialistes eux-mêmes.

Le groupe socialiste se trouve désormais réduit à 27 députés, y compris M. Mirman. Et sur ces 27 socialistes, il y a six anciens boulangistes, dont les sentiments démocratiques sont sujets à caution.

CORRECTION RÉPUBLICAINE

Sous ce titre, le *Temps* publie les très justes observations suivantes :

« Le calme des violences et des haines des extrêmes ne saurait, en particulièrement nous rassurer et nous faire oublier le danger permanent et le fait parfait dont nous divers chefs de parti ont fait preuve au cours de la dernière crise. Nous n'attendons pas moins de M. le Président de la République qui, dans les premières paroles qu'il a prononcées à Versailles, a nettement affirmé sa ferme volonté de s'élever au-dessus des querelles désordres, si, de M. Brisson, qu'un long passé de dévouement et d'honneur, nous a toujours montré comme scrupuleusement attaché aux devoirs de sa charge, et nous savons qu'ensuite l'élection achevée il s'établirait entre eux les rapports de loyale confiance convenant à ancienne serviteurs de la démocratie.

De pareils traits méritent d'être notés au passage, dans un temps où il se rencontre tant d'esprits dénigrenos pour faire croire à la France et au monde que notre politique tout est être cet abécédaire des dévoiles de personnes. La courtoisie qui a présidé à l'élection du 17 janvier, l'accord qui, dès le lendemain, s'est établi entre les compétitions de la veille pour travailler, d'un commun effort, au bien du pays et au progrès de ses institutions sont du meilleur augure et ne peuvent manquer d'impressionner favorablement l'Europe, surprise et un instant désemparée par la soudaineté des derniers événements.